

Nicolas Sarkozy complète le plan de soutien

Jean-Philippe BOUIN Webmaster // 02 51 36 82 04

08/03/2010 | Mise à jour : 09:45



Lors de son passage au Salon de l'Agriculture, le 6 mars, Nicolas Sarkozy a annoncé une rallonge de 800 millions d'euros de prêts de trésorerie et de consolidation ainsi qu'une enveloppe de 50 millions d'euros de prise en charge d'intérêts

« Je ferai pour l'agriculture qui est un secteur stratégique ce que nous avons fait pour la crise financière ». Nicolas Sarkozy qui n'était pas venu pour l'inauguration du Salon de l'Agriculture a tenu à dissiper tout malentendu sur son positionnement aux responsables professionnels agricoles qu'il a reçus, à l'issue d'une visite de plus de deux heures sur le Salon le 6 mars dans la matinée.

Le président de la République a annoncé une enveloppe de 800 millions de prêts de trésorerie et de consolidation sur cinq ans en complément du milliard d'euros de prêts bonifiés du plan de soutien du mois d'octobre dernier. A cela s'ajoutent 50 millions d'euros de prise en charge d'intérêts d'emprunts pour 2009-2010 en complément des 100 millions déjà débloqués pour les agriculteurs en difficulté. « La totalité des demandes de prêts de trésorerie et de consolidation déposés dans les délais impartis sera satisfaite », a promis le président de la République.

Changement de méthode

Les pouvoirs publics sont-ils en train de procéder à une modification de leur approche en matière de mise en œuvre des mesures environnementales ? Face à la grogne des agriculteurs qui déplorent l'accumulation des contraintes qui pèsent sur leur compte d'exploitation, le président de la République a promis « un changement de méthode ». Il a demandé à Bruno Le Maire et à Jean-Louis Borloo de tenir un premier groupe de travail en la matière. Ce groupe devra vérifier que toute nouvelle mesure doit faire l'objet « d'une analyse comparée avec ce qui se fait chez nos partenaires européens, une étude d'impact économique et social de cette mesure sur les filières françaises et un chiffrage du bénéfice attendu pour la société », a indiqué le président. Mais il n'est pas allé jusqu'à dire qu'il reviendrait sur la taxe carbone et sa non application à l'agriculture. La loi qui a été censurée par le Conseil constitutionnel prévoyait de l'étendre à l'agriculture mais à un taux réduit de 25 %. « Je n'accepterai pas une taxe carbone si elle ne s'applique pas aux produits importés », a-t-il répondu à une question de Jean-Michel Lemétayer. Sans en dire plus.

Préférence communautaire

« L'agriculteur est un entrepreneur. Il doit vivre de prix et non de subventions ». Ces propos, le président de la République les a martelés à plusieurs reprises. C'est peut être aussi l'amorce d'une nouvelle stratégie pour la Pac de l'après 2013. En tout cas, il a indiqué qu'il était « prêt à accepter une baisse du budget agricole à condition de faire de la préférence communautaire ». « Je serai souple sur la question des subventions, rigide sur la préférence communautaire », a-t-il d'ailleurs précisé. La France et l'Allemagne devraient prendre une initiative en ce sens pour faire des propositions communes sur les outils de régulation des marchés à promouvoir en Europe et leurs financements.

Et sur le plan international, quand la France présidera le G20 et le G8, en novembre prochain, Nicolas Sarkozy devrait annoncer une « initiative » pour promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières à l'échelle internationale. Car « l'agriculture ne sera jamais la variable d'ajustement » des négociations internationales, a-t-il promis.

A l'écoute

Pour le reste le président a renvoyé à la loi de modernisation agricole de nouvelles avancées en matière d'organisation économique et de contractualisation, de modification du droit de la concurrence pour améliorer le partage de la valeur ajoutée dans les filières. Ainsi que la création « d'une taxe de 10 % », en cas de ventes de terre « pour faire autre chose » et éviter la disparition du foncier agricole au rythme « d'un département tous les dix ans ».

Quelques instants plus tôt, Nicolas Sarkozy qui est arrivé une heure plus tôt que prévu sur le salon n'a pas hésité à s'attarder longuement dans les travées du pavillon de l'élevage pour écouter les doléances des uns et des autres. Celle d'un éleveur d'Aubrac qui a du ouvrir un bar tabac pour s'en sortir, un autre qui attend du concret et non des discours. Ou d'être interpellé par un autre qui lui reprochait « d'écouter trop Borloo et pas assez Le Maire ». « On a tout perdu », l'alerte de l'éleveur vendéen Jean-Paul Rault qui a vu ses 400 brebis et 55 veaux noyés

lors de la tempête Xynthia. Ensemble, tous deux entament une longue conversation sur le stand de l'agneau. Le président lui promet de ne pas l'abandonner.

Sur son passage, le président touche une corne, caresse les animaux, prend du temps pour discuter avec les éleveurs, serre les mains des badauds qui se pressent sur son passage. Avec le temps qui passe, la foule grossit. Et quand il s'élève sur l'escalator pour changer de hall, il est salué à la fois par les applaudissements qui couvrent quelques sifflets. De quoi faire oublier le désamour dont il serait l'objet de la part des agriculteurs.